

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

# FLUX ET REFLUX

VOLUME 2. L'EAU DANS L'OMBRE DES  
CONFLITS DANS LA RÉGION MOYEN-ORIENT  
ET AFRIQUE DU NORD

---

Edoardo Borgomeo, Anders Jägerskog, Esha Zaveri, Jason Russ,  
Amjad Khan, et Richard Damania

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

# FLUX ET REFLUX

VOLUME 2. L'EAU DANS L'OMBRE DES CONFLITS  
DANS LA RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Edoardo Borgomeo, Anders Jägerskog, Esha Zaveri, Jason Russ,  
Amjad Khan et Richard Damania



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

**Le texte contenu dans cette édition de conférence constitue une version préliminaire d'un ouvrage à paraître, qui s'intitulera « Flux et reflux : Volume 2. L'eau dans l'ombre des conflits dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord » (10.1596/978-1-4648-1746-5).**

**La version intégrale de l'ouvrage, une fois publié, sera affichée en format PDF sur les sites <https://openknowledge.worldbank.org/> et <http://documents.worldbank.org/>, et des exemplaires du rapport peuvent être commandés à l'adresse [www.amazon.com](http://www.amazon.com). Pour toute citation, reproduction et adaptation, veuillez utiliser la version définitive de l'ouvrage.**

© 2021 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale  
1818 H Street NW, Washington, DC 20433  
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

Certains droits réservés

La publication originale de cet ouvrage est en anglais sous le titre « *Ebb and Flow : Volume 2. Water in the Shadow of Conflict in the Middle East and North Africa* » en 2021. En cas de contradictions, la langue originelle prévaudra.

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude, l'exhaustivité ou l'actualité des données citées dans cet ouvrage. Elle n'est pas responsable des erreurs, omissions ou contradiction dans les informations qui s'y trouvent, ni de l'utilisation qui serait faite ou non des renseignements, méthodes, procédés ou conclusions présentés dans l'ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni n'implique ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

#### Droits et autorisations



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution, il est possible de copier, de distribuer, de transmettre et d'adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes:

**Mention de la source**—L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Borgomeo, Edoardo, Anders Jägerskog, Esha Zaveri, Jason Russ, Amjad Khan et Richard Damania. 2021. « Flux et reflux : Volume 2. L'eau dans l'ombre des conflits dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. » Édition de conférence. Banque mondiale, Washington, DC. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.

**Traductions**— Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette institution. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qui peuvent y figurer.*

**Adaptations**— Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une œuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

**Contenu tiers**— La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tiers concernés. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques ou les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel: [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org)

Photo de couverture: © Alex Nabaum c/o theispt. Utilisée avec l'autorisation d'Alex Nabaum c/o theispt. Autorisation nécessaire pour toute autre utilisation.

Maquette de couverture: Veronica Elena Gadea, Banque mondiale.

# TABLE DES MATIÈRES

*Remerciements* ..... iv

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE ..... 1

Pourquoi et dans quels contextes l'eau contribue-t-elle aux conflits et aux déplacements forcés ? .....2

Les moins protégées, mais les plus affectées : quelles sont les populations déplacées de force, où vivent-elles et à quels risques liés à l'eau sont-elles confrontées? .....4

L'eau : Une occasion de renforcer la résilience .....6

Annexe ES.A : Principales conclusions du *Volume 1 du rapport*  
«*Ebb and Flow*» ..... 11

Bibliographie ..... 12

## FIGURES

Figure ES.1 Cadre pour l'examen de l'interaction entre l'eau, les conflits et les déplacements forcés dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Figure ES.2 Approche des acteurs du développement en vue de promouvoir la sécurité de l'eau pour les personnes déplacées de force et leurs communautés d'accueil

Figure ES.3 Points de décision en réponse aux risques liés à l'eau auxquels sont confrontées les personnes déplacées de force et leurs communautés d'accueil

Figure ES.4 L'eau dans l'ombre des conflits

## REMERCIEMENTS

Publication phare du Pôle mondial d'expertise en Développement durable de la Banque mondiale, le présent rapport a été préparé par Edoardo Borgomeo (spécialiste de la gestion des ressources en eau), Anders Jägerskog (spécialiste senior de la gestion des ressources en eau), Esha Zaveri (économiste de l'eau), Jason Russ (économiste senior) et Amjad Khan (jeune professionnel) sous la direction de Richard Damania (économiste en chef). Y ont contribué Ai-Ju Huang (chargée des opérations senior), Amal Talbi (spécialiste principale de la gestion des ressources en eau), Dominick de Waal (économiste senior), Kamila Galeza (spécialiste du développement social), Sally Zgheib (spécialiste senior de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement), Sarah Keener (spécialiste senior du développement social) et Talajeh Livani (spécialiste du développement social).

Le rapport a grandement bénéficié des conseils stratégiques et de l'orientation globale de Juergen Voegelé (vice-président pour le développement durable), Jennifer Sara (directrice mondiale, Pôle Eau), Carmen Nonay (chef de service au Pôle mondial d'expertise), Soma Ghosh Moulik (chef de service au Pôle), ainsi que de la direction du Pôle mondial d'expertise en Eau et de la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Le rapport s'inspire d'un document de référence préparé par Majd Al Naber, Reem Al Haddadin, Barik Mhadeen, Kareem al-Sharabi et Lina AlHaj Ahmad de l'institut WANA et intitulé « Policy Analysis : Migration and Conflict in the Middle East and North Africa ».

L'équipe souhaite remercier les membres du comité de relecture du rapport et les autres collègues qui ont formulé des observations précieuses et perspicaces au cours du processus d'examen : Amal Talbi (spécialiste principal de la gestion des ressources en eau), Dilip Ratha (économiste principal), Dorte Verner (économiste principal de l'agriculture), Erika S. Weinthal (Professeure, Duke University), Erwin De Nys (spécialiste principal de la gestion des ressources en eau), Ethel Sennhauser (Directrice), Harun Onder (économiste senior), Hoveida Nobakht (chef de service au Pôle) Kanta Kumari Rigaud (spécialiste principal de l'environnement), Nancy Lozano Gracia (économiste senior), Nathan Engle (spécialiste senior du changement climatique), Nicolas Salazar Godoy (spécialiste du développement social), Olivier Lavinal (chargé des opérations senior), Pieter Waalewijn (responsable mondial, Eau pour l'agriculture), Somik Lall (spécialiste principal de l'économie urbaine), Stavros (Aki) Stavrou (spécialiste senior du développement social) et Viviane Wei Chen Clement (spécialiste du changement climatique).

Le rapport a également bénéficié des commentaires, suggestions et données partagés par des universitaires et des praticiens. L'équipe de projet tient à remercier Jeannie Sowers (Université du New Hampshire), Michael Talhami (Comité international de la Croix-Rouge), Neda A. Zawahri

(Cleveland State University), Tobias Ide (Université de Melbourne) et Stefan Döring (Université d'Uppsala).

Estelle Villemin et Francis Gagnon de *Voilà Information Design* ont fourni des conseils avisés en matière de conception et ont réalisé l'infographie du rapport.

Les équipes de la Banque mondiale chargées des communications, du partage des connaissances et des publications, en particulier Erin Barrett, Meriem Gray et Pascal Saura, ont fourni des conseils précieux pour transformer le manuscrit en un rapport définitif. John Dawson a fourni un excellent soutien éditorial. Deborah Appel Barker, Amy Lynn Grossman, Patricia Katayama et Jewel McFadden, du Programme des publications de la Banque mondiale, ont apporté des conseils supplémentaires en matière de conception, d'édition et de publication.

Enfin, Georgine Badou a fourni un appui administratif utile, pour lequel l'équipe est très reconnaissante.

Ce travail a été rendu possible grâce à la contribution financière du Partenariat mondial pour la sécurité de l'eau et l'assainissement du Pôle mondial d'expertise en Eau du Groupe de la Banque mondiale. Pour en savoir plus, rendez-vous sur [www.worldbank.org/gwsp](http://www.worldbank.org/gwsp).

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Lorsqu'il est arrivé en Jordanie, Abd a été choqué par le manque d'eau. Il a fui la République arabe syrienne en 2013 par crainte pour la vie de ses enfants et à cause de la destruction de leur maison. Depuis son arrivée en Jordanie, il s'est habitué à conserver l'eau et à en utiliser moins. « Les pénuries d'eau constituent un risque constant, dit-il, et avec l'apparition de la COVID-19, j'ai dû m'approvisionner en plus auprès de camions citernes, à grands frais pour ma famille ». Abd est l'un des millions déplacés forcés à travers la région Moyen-Orient et Afrique du Nord qui sont confrontés à l'insécurité de l'approvisionnement en eau.

Alors que la région MENA connaît les niveaux les plus élevés de déplacement forcé au monde et que le changement climatique entraîne une pénurie d'eau croissante, les pays sont de plus en plus confrontés à un ensemble de problèmes liés à l'approvisionnement en eau, aux conflits et aux déplacements forcés. On estime que 7,6 millions de réfugiés, dont la MENA accueille environ 2,7 millions, et 12,4 millions de déplacés internes fuient les conflits armés internationaux et non internationaux (HCR 2020 ; IDMC et NRC 2020) qui perdurent dans la région. La MENA est également la région du monde la plus pauvre en eau, plus de 60 % de sa population vivant dans des zones à fort stress hydrique (World Bank 2017a). Elle connaît également des niveaux de variabilité hydrologique interannuelle parmi les plus élevés au monde, ce qui signifie qu'elle est exposée à la fois à de longues sécheresses et à des inondations dévastatrices. Et si les pays de la région ont réussi à élargir considérablement l'accès aux services d'approvisionnement en eau au cours des trente dernières années, ces acquis sont désormais remis en cause par l'épuisement des nappes phréatiques, l'urbanisation, les problèmes de gouvernance et les conflits.

*Le rapport intitulé « Ebb and Flow : Volume 2. Water in the Shadow of Conflict in the Middle East and North Africa » (Flux et reflux : Volume 2. L'eau dans l'ombre des conflits dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord) examine les liens entre les risques liés à l'eau (conséquences néfastes liées à l'eau, comme les sécheresses, les inondations et l'absence d'installations d'assainissement), les conflits et les déplacements forcés. Son but est de permettre de mieux cerner les vulnérabilités des personnes déplacées de force et de leurs communautés d'accueil, et de recenser les politiques relatives aux ressources en eau et les réponses en matière d'investissement. S'appuyant sur le*

**FIGURE ES.1** : Cadre pour l'examen de l'interaction entre l'eau, les conflits et les déplacements forcés dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Pourquoi ?	Qui ?	Où et quoi ?
<ul style="list-style-type: none"><li>• Pourquoi et dans quels contextes l'eau contribue-t-elle aux conflits et aux déplacements forcés ?</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Quelles sont les populations déplacées de force et leurs communautés d'accueil ?</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Où vivent les personnes déplacées de force ?</li><li>• À quels risques liés à l'eau sont-elles confrontées ?</li></ul>

Source: Banque mondiale.

cadre de la figure ES.1 et sur les conclusions présentées dans « Ebb and Flow : Volume 1. Water, Migration and Development » (Zaveri et al. 2021) dont un résumé est fourni à l'annexe ES.A - le présent rapport aborde trois questions clés : a) Pourquoi et dans quels contextes l'eau contribue-t-elle aux conflits et aux déplacements forcés ? b) Quelles sont les populations déplacées de force et leurs communautés d'accueil ? et c) Où vivent les personnes déplacées de force et à quels risques liés à l'eau sont-elles confrontées ? Pour répondre à ces questions, le rapport s'appuie sur une analyse statistique de bases de données de phénomènes passés, d'études de cas fondées sur des entretiens semi-structurés, et d'un passage en revue de la littérature existante.

## POURQUOI ET DANS QUELS CONTEXTES L'EAU CONTRIBUE-T-ELLE AUX CONFLITS ET AUX DÉPLACEMENTS FORCÉS ?

Alors que certains travaux de recherche semblent indiquer qu'il existe un lien direct entre l'eau, les conflits et les déplacements forcés, des données probantes invitent à la prudence au moment de déterminer les liens de causalité. Une prudence particulière s'impose au moment d'examiner les arguments selon lesquels le déplacement forcé est une variable d'intervention reliant les risques liés à l'eau et les conflits, comme cela a été suggéré pour la crise syrienne. Le caractère contextuel de la relation entre l'eau et les déplacements permet de dégager quelques idées clés. Premièrement, la relation entre l'eau et les déplacements forcés, en particulier les déplacements à grande échelle, est complexe. Alors que les risques liés à l'eau peuvent influencer sur les options de déplacement – comme nous l'avons vu dans le volume 1 –, la complexité des facteurs interdépendants qui influencent les choix des individus et des ménages signifie qu'il n'est pas possible d'identifier les migrants de l'eau dans la région Moyen Orient et Afrique du Nord. Deuxièmement, il existe des cas localisés de déplacements forcés en réponse à des risques liés à l'eau (notamment le manque de services essentiels d'approvisionnement en eau et la sécheresse), mais ce mouvement est principalement interne et non transnational. Troisièmement, la recherche et l'analyse devraient porter essentiellement sur les conséquences potentielles des politiques relatives à l'eau et à l'agriculture qui pourraient exacerber ou atténuer les effets des risques liés à l'eau sur les populations vulnérables, leurs moyens de subsistance et leurs activités génératrices de revenus, plutôt que d'essayer de savoir qui sont les migrants de l'eau.

Historiquement, l'eau est plus souvent associée à la coopération qu'au conflit, tant au niveau international que national. Le présent rapport s'appuie sur des bases de données bien connues de phénomènes liés à l'eau au niveau national,— l'ensemble de données Water-Related Intrastate Conflict and Cooperation



(Bernauer et al.2012), et international— la Transboundary Freshwater Dispute de l'Université d'État de l'Oregon (Wolf 1998 ; De Stefano et al.2010), pour dresser un tableau de la coopération et des conflits liés à l'eau dans la région. L'analyse des événements historiques révèle que la coopération – allant d'accords verbaux sur le partage de l'eau à la construction d'infrastructures – a été l'issue la plus fréquente des différends liés à l'eau dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Cela vaut aussi bien pour les événements liés aux problèmes d'eau à l'intérieur des frontières nationales que pour les événements internationaux, définis comme des événements liés aux cours d'eau et aquifères transfrontaliers. Il est intéressant de noter que cette constatation est confirmée lorsque d'autres contraintes clés liées à l'eau, telles que la difficulté d'accès aux eaux aquifères, sont prises en compte. Dans la région MENA, on a constaté que les régions où l'eau est rare ont davantage d'exemples de coopération dans le domaine de l'eau, notamment dans les zones où l'accès aux eaux souterraines est difficile (Döring 2020). Cela confirme les données recueillies dans d'autres régions du monde, qui indiquent que l'exposition à long terme à la pénurie d'eau pousse les utilisateurs à favoriser la coopération avant tout (Nie, Yang et Tu 2020 ; Haseeb 2020). Bien que cela n'exclue pas la possibilité de conflits liés à l'eau à l'avenir, cela indique que la recherche et les politiques devraient se concentrer davantage sur le rôle potentiel de l'eau dans la recherche de la coopération.

Bien que les déplacements forcés et les conflits soient des conséquences incertaines et indirectes des risques liés à l'eau, l'inverse est un résultat réel et préoccupant des conflits : l'eau est de plus en plus à la fois une victime des conflits et une arme de guerre (Sowers, Weinthal et Zawahri 2017 ; Gleick 2019). Les infrastructures et services d'approvisionnement en eau ont même été des cibles dans les conflits de la région. En Syrie, 457 infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement ont été endommagées ou détruites – notamment deux tiers des usines de traitement des eaux du pays et la moitié de ses stations de pompage (World Bank 2017b). Par ailleurs, les effets à long terme des dommages subis par les infrastructures hydrauliques à Gaza, en Iraq, en Libye et en République du Yémen font peser un lourd fardeau sur ces économies et entravent gravement les possibilités de reconstruction. Le ciblage des infrastructures hydrauliques est peut-être la tendance la plus inquiétante soulignée dans ce rapport : depuis 2011, on a recensé 180 cas de ciblage d'infrastructures hydrauliques dans les pays de la région en proie à des conflits, rien qu'en Libye, en Syrie et au Yémen (Sowers, Weinthal et Zawahri 2017).

Le changement climatique et l'explosion de la demande accentuent la pression sur les économies et les moyens de subsistance qui dépendent de ressources en eau déjà appauvries et dégradées. Au regard de ce constat, les dynamiques futures de l'interaction entre l'eau, les déplacements forcés et les conflits pourraient être très différentes des schémas habituels décrits dans ce rapport. Alors que les données relatives aux effets disproportionnés du changement climatique sur les pays et les populations en conflit se multiplient, il est nécessaire de continuer à surveiller les dynamiques décrites dans ce rapport

à la lumière de conditions en constante évolution. Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, des décennies de conflit ont accru la vulnérabilité des populations au changement climatique. Dans les pays dépourvus d'une gouvernance solide et d'institutions inclusives, le changement climatique pourrait exacerber davantage les vulnérabilités et les tensions liées aux ressources en eau, dans un cercle vicieux d'insécurité et de fragilité liée à l'eau (Sadoff, Borgomeo et De Waal 2017).

## **LES MOINS PROTÉGÉES, MAIS LES PLUS AFFECTÉES : QUELLES SONT LES POPULATIONS DÉPLACÉES DE FORCE, OÙ VIVENT-ELLES ET À QUELS RISQUES LIÉS A L'EAU SONT-ELLES CONFRONTÉES ?**

L'eau est l'un des principaux facteurs qui déterminent la vulnérabilité des personnes déplacées de force. L'accès à des services d'approvisionnement en eau potable sûrs et à un coût abordable reste une priorité humanitaire essentielle à court et à moyen terme dans toute la région. Les populations déplacées de force dans les pays et territoires touchés par un conflit armé prolongé (Gaza, Iraq, Libye, Syrie et Yémen) s'accordent toutes pour affirmer que l'eau potable est l'une de leurs principales priorités, au même titre que l'alimentation et le logement. Même lorsque ce besoin immédiat est satisfait, il semble que les populations déplacées soient confrontées à des difficultés supplémentaires liées à la sécurité de l'eau et à son coût. L'accès à des installations sanitaires appropriées reste également un défi pour les personnes déplacées de force à la fois dans leurs lieux d'origine et de destination, à l'exception de certains réfugiés palestiniens en Cisjordanie et des populations vivant dans des camps (comme le camp de Zaatari en Jordanie qui accueille des réfugiés syriens). Les groupes marginalisés au sein des communautés déplacées de force rencontrent des difficultés supplémentaires pour accéder aux services d'eau. Dans les camps et les communautés d'accueil, les mesures visant à répondre aux besoins des personnes handicapées font souvent défaut. En outre, dans les situations de déplacement forcé, les femmes et les filles sont les plus exposées aux difficultés, et les risques liés à l'eau auxquels elles sont confrontées sont plus importants. Les femmes font face à bon nombre de problèmes associés à l'eau, comme des taux plus élevés de violence sexuelle exacerbés par l'accès inadéquat à l'eau et aux installations sanitaires, et subissent les répercussions des chocs hydriques sur les moyens de subsistance et le bien-être, par exemple à travers la production alimentaire.

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière des difficultés supplémentaires liées à la fois au coût et à la disponibilité de l'eau. La lutte contre la COVID-19 implique un besoin croissant en eau dans les camps, les établissements informels

et les communautés d'accueil pour permettre le lavage des mains et une hygiène adéquate. Dans les zones peuplées par la plupart des personnes déplacées de force, où l'eau est rare et la couverture des services faible, comme dans les établissements informels ou les camps de réfugiés éloignés, ces besoins supplémentaires en eau se traduisent par des dépenses plus élevées pour s'approvisionner en eau auprès des vendeurs. Ces défis, associés à des difficultés économiques accrues, soulignent encore davantage le problème du coût de la ressource. En Jordanie, les réfugiés syriens ont signalé un doublement de leurs dépenses liées à l'eau, car ils ont dû acheter davantage d'eau auprès de camions-citernes, ainsi que du savon et des désinfectants pour les mains. Par ailleurs, les installations d'eau et d'assainissement dans les camps et les établissements informels sont souvent partagées, ce qui accroît le risque d'infection.

Les populations déplacées de force sont également confrontées à des risques supplémentaires liés à la rareté de l'eau et aux inondations. Au Yémen, la pénurie d'eau est citée par les déplacés internes et les rapatriés comme l'un des principaux facteurs de la baisse de leurs moyens de subsistance et de la difficulté d'accès aux activités génératrices de revenus. L'augmentation de la disponibilité de l'eau pour les activités agricoles est l'un des besoins les plus fréquemment cités par les personnes déplacées à l'intérieur de leurs frontières et les communautés d'accueil pour améliorer leurs moyens de subsistance. Bien qu'il n'existe pas d'évaluation à l'échelle régionale des risques d'inondation auxquels sont confrontées les personnes déplacées de force, les données nationales indiquent que les inondations sont un facteur déterminant de vulnérabilité. Les camps de réfugiés et de déplacés internes en Syrie et Yémen sont particulièrement exposés au risque d'inondation, des dizaines de milliers de personnes déplacées de force ayant dû être relogées en raison des inondations pour la seule année 2020.

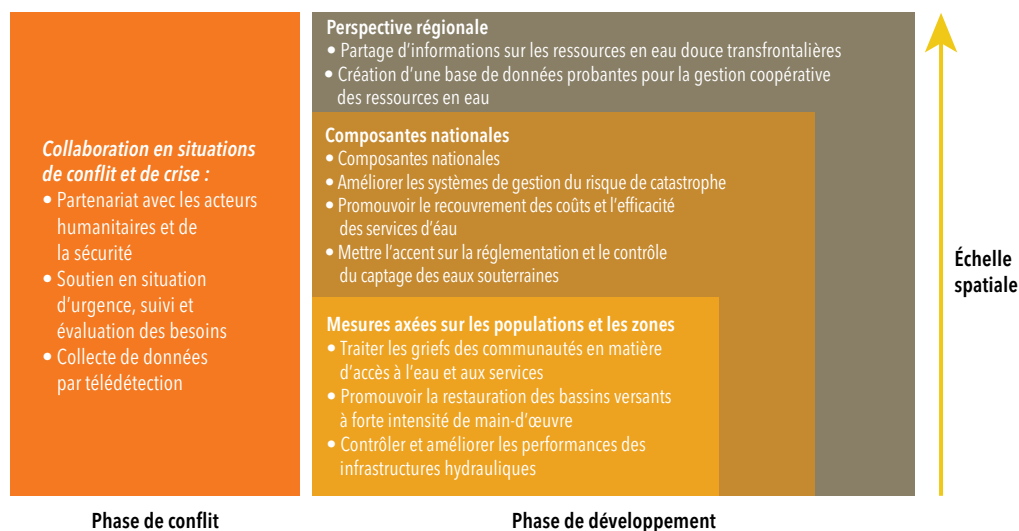
Les déplacements forcés imposent une charge imprévue sur les ressources en eau et les services connexes des communautés d'accueil. On estime que 80 à 90 % des personnes déplacées de force dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord vivent en dehors de camps, dans les villes (World Bank 2017c). Cette situation peut aggraver les difficultés que certaines villes rencontrent déjà pour fournir des services de base, notamment d'approvisionnement en eau potable et services de collecte et traitement des eaux usées. L'arrivée soudaine d'un grand nombre de personnes déplacées de force provoque souvent une forte pression sur les services publics et a des effets environnementaux sur les terres, l'eau et les autres ressources naturelles. La présence de personnes déplacées de force dans les communautés d'accueil accélère également l'épuisement des ressources en eau et la dégradation de la qualité de l'eau. Ces effets signifient que les communautés qui accueillent des personnes déplacées de force doivent accroître leurs investissements et accélérer leurs plans pour augmenter la couverture des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et préserver les sources d'eau.

## L'EAU : UNE OCCASION DE RENFORCER LA RÉSILIENCE

La nature prolongée de la crise des déplacements forcés dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et la pénurie croissante d'eau exigent le passage de l'aide humanitaire à des solutions à long terme en vue de la sécurité de l'eau. Il est urgent de concevoir et de mettre en œuvre des solutions durables pour améliorer la sécurité de l'eau et renforcer la résilience aux chocs futurs. Le présent rapport propose un cadre intégré permettant aux acteurs du développement de répondre aux risques liés à l'eau dans les situations de déplacement forcé prolongé (figure ES.2).

Les éléments de la figure ES.2 doivent être envisagés comme des composantes permettant d'améliorer la sécurité de l'eau pour les personnes déplacées de force et leurs communautés dans la région MENA. En phase de développement, les interventions centrées sur la personne et le milieu sont les premières étapes fondamentales vers la sécurité de l'eau. Les politiques visant à reconstruire les institutions nationales et les composantes de la gestion des ressources en eau sont susceptibles d'échouer si elles ne reposent pas sur un

**FIGURE ES.2 :** Approche des acteurs du développement en vue de promouvoir la sécurité de l'eau pour les personnes déplacées de force et leurs communautés d'accueil



Source: Banque mondiale.

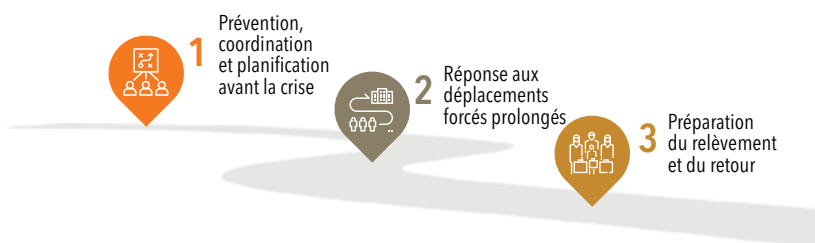
tissu social renouvelé et sur la confiance dans les institutions, ce qui peut être obtenu par des interventions centrées sur la personne et sur le milieu. Celles-ci peuvent en effet aider à résoudre les griefs et à lever les obstacles à l'inclusion sociale, notamment les disparités entre les hommes et les femmes pour l'accès aux ressources en eau et aux services dans des situations de crise prolongée.

Dans le secteur de l'eau, les interventions axées sur la personne et le milieu visent à garantir l'accès aux services d'eau et à protéger les moyens de

subsistance qui dépendent de l'eau. Afin de soutenir les moyens de subsistance et d'améliorer le potentiel de l'eau, des programmes de travaux publics peuvent être mis en place. Ces programmes permettraient notamment d'inverser la dégradation des bassins versants et d'autres approches demandant une main-d'œuvre abondante et de surveiller, nettoyer et restaurer les ressources en eau dégradées. Les interventions axées sur les personnes peuvent également soutenir des activités visant à autonomiser et à renforcer les compétences des responsables en gestion et en approvisionnement des ressources en eau pour les populations déplacées de force et leurs communautés d'accueil.

Les interventions centrées sur la personne et le milieu doivent être alignées sur les investissements effectués dans les institutions et les infrastructures au niveau national. Ces interventions visent à établir les composantes principales au niveau national qui sont essentielles pour assurer une gestion durable de l'eau et de la prestation de services. Les interventions institutionnelles peuvent se concentrer sur la gestion et la réglementation des eaux souterraines, ainsi que sur les questions de viabilité financière pour les fournisseurs de services d'eau. L'expansion et la réhabilitation des infrastructures hydrauliques sont des interventions clés pour restaurer les composantes principales de la sécurité de l'eau au niveau national. Ces interventions devront prévoir des modalités de ciblage éventuel prenant par exemple en compte des doublons (reproduction d'éléments d'infrastructure, conception de systèmes avec des sources d'approvisionnement diversifiées), des plans d'urgence (stockage de consommables pour les stations de traitement d'eau, désignation de personnel de remplacement), et l'adoption en priorité de solutions de traitement des eaux usées faciles à mettre en œuvre et ne dépendant pas ou très peu de l'électricité (telles que des bassins de stabilisation et des marécages aménagés). Un exemple d'évolution positive est celui de la région du Kurdistan iraquien, où la couverture des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement a légèrement augmenté suite à l'afflux de réfugiés de Syrie et de personnes déplacées d'autres régions d'Iraq. Ces avancées indiquent que les autorités de la région et leurs partenaires de développement se sont rapidement adaptés pour améliorer l'approvisionnement en eau, les indicateurs de couverture ayant évolué positivement depuis le démarrage de la crise syrienne.

**FIGURE ES.3 : Seuils décisionnels en réponse aux risques liés à l'eau auxquels sont confrontées les personnes contraintes au déplacement**



Source: Banque mondiale.

Enfin, une approche d'économie politique qui prend en compte une perspective régionale complète les approches au niveau national et celles centrées sur la personne et le milieu. Le conflit syrien, par exemple, a entraîné un certain nombre d'externalités régionales, eu égard non seulement au nombre considérable de personnes déplacées de force, mais aussi à la diminution des échanges transfrontaliers (World Bank 2020). Il s'agit là d'exemples de « maux publics » qui nécessitent un effort concerté au niveau régional (et international) si l'on veut les surmonter. Les eaux transfrontalières constituent un autre exemple de flux transfrontaliers et de problèmes régionaux dont les avantages sur le plan de l'intérêt public peuvent se transformer en maux si les acteurs régionaux n'agissent pas de concert. Par conséquent, les interventions dans le secteur de l'eau en réponse aux déplacements forcés prolongés doivent prendre en compte les questions régionales et la possibilité de réponses transfrontalières coordonnées dans le cadre de la coopération en matière d'eaux transfrontalières.

Pour adopter l'approche intégrée présentée dans la figure ES.2, les décideurs seront probablement appelés à faire des arbitrages entre des mesures non coordonnées à court terme en vue de répondre aux besoins immédiats en eau et des mesures à long terme nécessaires pour résoudre les problèmes structurels du secteur de l'eau. Ces arbitrages sont ponctuels, ce qui signifie qu'ils peuvent créer des dépendances et des blocages, influençant ainsi la capacité des pays à assurer la sécurité de l'eau sur le long terme. Par conséquent, à différents stades d'une crise de déplacement forcé prolongée, les décideurs doivent être conscients que leurs efforts peuvent compromettre ou soutenir les objectifs de sécurité de l'eau à long terme, comme le montre la figure ES.3. Cette figure montre trois seuils décisionnels où des arbitrages particuliers déterminent les voies à suivre : 1) la prévention, la coordination et la planification avant la crise ; 2) la réponse aux déplacements forcés prolongés ; et 3) la préparation au relèvement et au retour. Les pays peuvent se retrouver dans des situations très différentes en matière de sécurité de l'eau en fonction des choix opérés par leurs dirigeants à chacun de ces seuils. Si ces arbitrages ne sont pas identifiés et pris en

# L'EAU dans L'OMBRE DES CONFLITS

LA COLLISION ENTRE RARETÉ DE L'EAU, CONFLIT ET DÉPLACEMENT FORCÉ EST SANS PRÉCÉDENT

Au regard **des niveaux sans précédent** de déplacements forcés et de conflits dans la **région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA)**, la politique de l'eau doit prendre en compte les vulnérabilités des personnes déplacées de force et de leurs communautés d'accueil. L'eau peut exacerber les risques de conflit et de déplacements forcés, mais elle peut également créer des **possibilités de coopération**.

L'EAU PEUT ÊTRE UNE SOURCE DE CONFLITS... OU DE COOPÉRATION

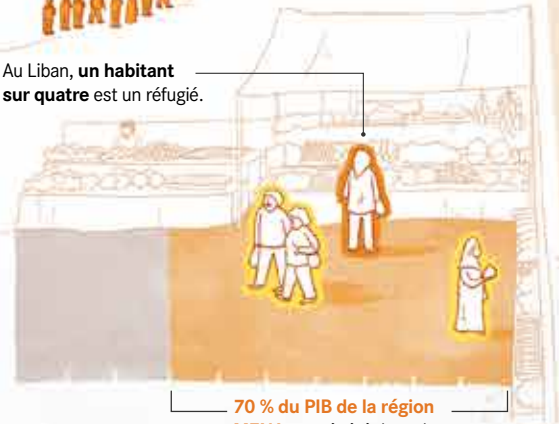
Depuis toujours, l'eau est plus souvent un facteur de coopération qu'une source de conflit. Cependant, la **corrélation entre eau, conflit et coopération** peut évoluer à l'avenir.

Selon les estimations, 7,6 millions de réfugiés - dont la MENA accueille environ

**2,7 millions** - et **12,4 millions** de déplacés internes fuient les conflits armés qui perdurent dans la région.



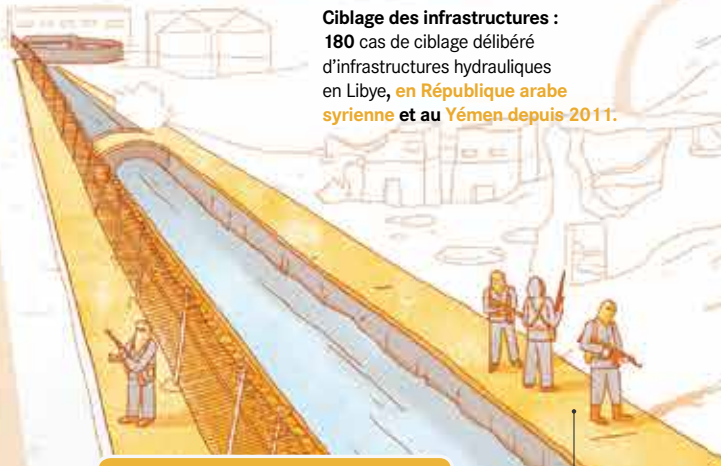
Au Liban, **un habitant sur quatre** est un réfugié.



**70 % du PIB de la région MENA** est généré dans des zones soumises à un **stress hydrique élevé** ou très élevé, contre 22 % pour le reste du monde.

**L'EAU EST UNE VICTIME DES CONFLITS**

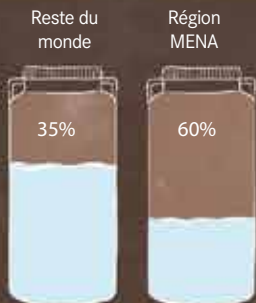
**Ciblage des infrastructures :** 180 cas de ciblage délibéré d'infrastructures hydrauliques en Libye, en République arabe syrienne et au Yémen depuis 2011.



**L'EAU EST UNE ARME DE GUERRE**

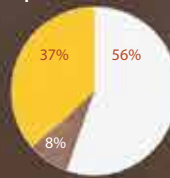
**Des groupes armés** prennent le contrôle d'infrastructures hydrauliques pour menacer leurs adversaires et fournissent des services élémentaires d'approvisionnement en eau pour délégitimer l'Etat et saper les efforts de consolidation de la paix.

Population vivant dans des zones où le stress hydrique est élevé :



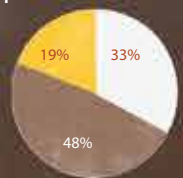
**ÉCHELLE INTERNATIONALE**

La majeure partie des 975 manifestations liées à l'eau observées dans la région sont **coopératives**.



**ÉCHELON NATIONAL**

La majeure partie des 1 317 manifestations liées à l'eau observées dans la région étaient **coopératives** ou neutres.



# L'ACCÈS À L'EAU EST UN COMBAT DE TOUS LES JOURS POUR LES DÉPLACÉS DE FORCE ET LEURS COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL

## DANS LES COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL

64 % des Syriens en Jordanie sont très exposés aux risques liés à l'eau et à l'assainissement. Dans 50 % des municipalités libyennes, les déplacés de force jugent l'eau inabordable.

Demande en eau depuis l'arrivée de réfugiés syriens en 2012 :



## DANS LES ZONES TOUCHÉES PAR DES CONFLITS

Au Yémen, deux déplacés de force sur trois n'ont pas accès à des latrines hygiéniques et fonctionnelles.

25% des déplacés internes en République arabe syrienne partagent des installations d'hygiène avec six personnes au moins.

Au Yémen, 18 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable.

En Libye, un migrant international sur quatre n'a pas suffisamment d'eau à boire.

## DANS LES CAMPS ET LES ÉTABLISSEMENTS SPONTANÉS

En Jordanie, les ménages comptant des personnes handicapées signalent de plus faibles taux d'accès aux services d'hygiène.

Au moins un quart des ménages de réfugiés syriens installés dans des établissements spontanés au Liban s'approvisionnent à une source d'eau de boisson très fortement contaminée.

Chaque année, des inondations soudaines infligent des dégâts considérables aux camps et aux établissements spontanés.

*Je crains fortement que l'eau vienne à manquer en Jordanie. Depuis mon arrivée à Mafraq, on coupe l'eau régulièrement.*

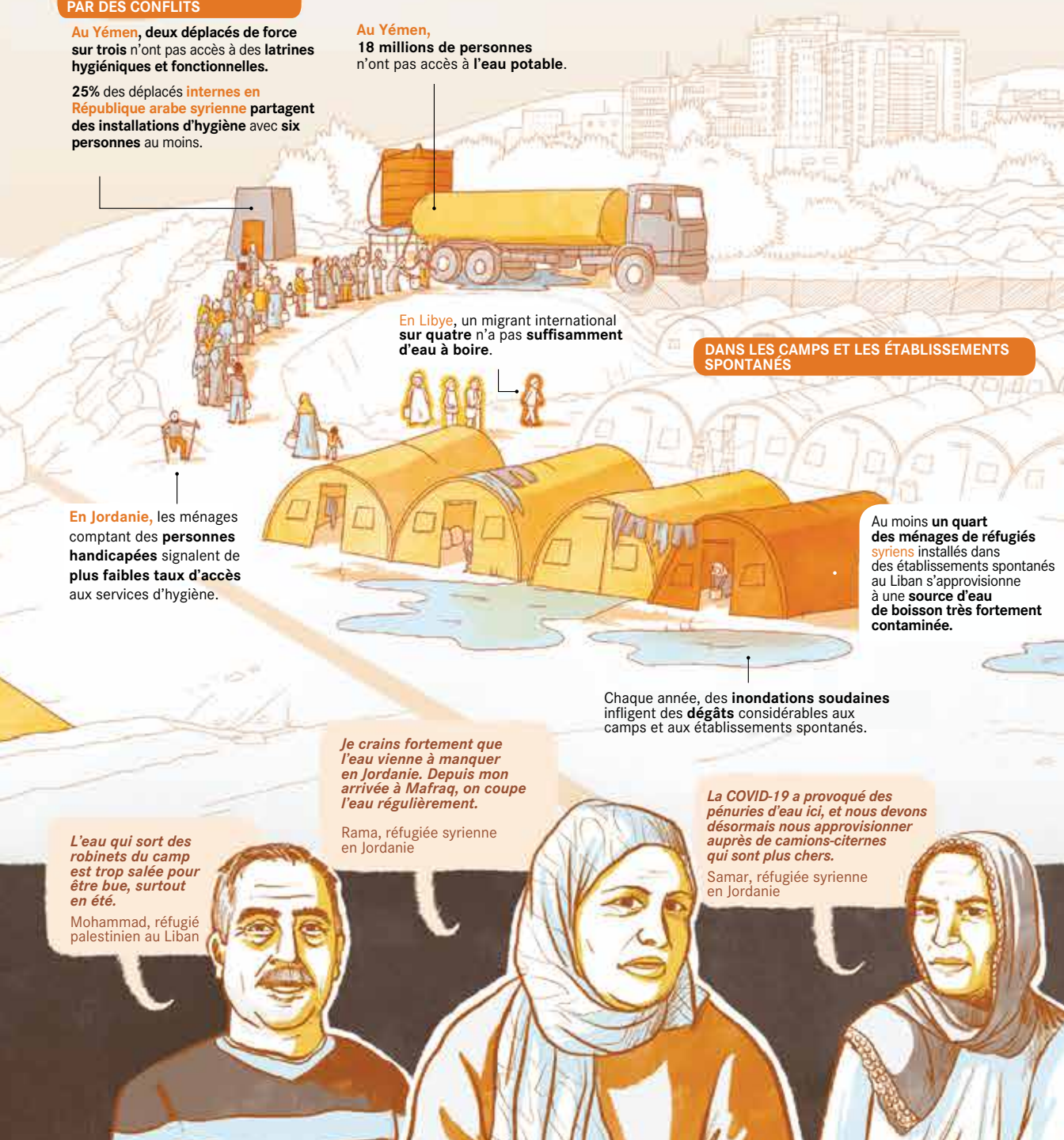
Rama, réfugiée syrienne en Jordanie

*La COVID-19 a provoqué des pénuries d'eau ici, et nous devons désormais nous approvisionner auprès de camions-citernes qui sont plus chers.*

Samar, réfugiée syrienne en Jordanie

*L'eau qui sort des robinets du camp est trop salée pour être bue, surtout en été.*

Mohammad, réfugié palestinien au Liban





compte, les risques liés à l'eau sont susceptibles de saper les progrès réalisés en vue du retour à la normale et à une paix durable, et générer un cercle vicieux d'insécurité hydrique et de fragilité.

En conclusion, ce rapport suggère qu'il n'est pas forcément judicieux d'essayer de démêler les liens de causalité complexes entre l'eau, les déplacements forcés et les conflits. Les politiques et les analyses en matière de développement devraient en revanche se concentrer sur la conception d'interventions pour faire face aux risques liés à l'eau auxquels sont confrontées aujourd'hui et demain les personnes déplacées de force et leurs communautés d'accueil. Dans le monde de demain, l'eau a le potentiel de permettre la reconstruction post-conflit et de nourrir les efforts de coopération. Pour saisir ce potentiel, les interventions dans le domaine de l'eau doivent promouvoir : 1) une coordination étroite entre tous les acteurs (de la sécurité, de l'action humanitaire et du développement) et 2) la confiance dans les institutions et un tissu social renouvelé, ce qui peut être obtenu par des interventions axées sur les populations et les zones.

## **ANNEXE ES.A : PRINCIPALES CONCLUSIONS DU VOLUME 1 DU RAPPORT « *EBB AND FLOW* »**

Le document intitulé « Ebb and Flow : Volume 1. Water, Migration and Development » (Zaveri et al. 2021) examine l'effet des chocs hydriques (définis comme des précipitations inférieures ou supérieures d'au moins un écart type aux moyennes à long terme) sur les migrations internes et constate que des pénuries d'eau cumulées ont une incidence considérable sur les migrations, les déficits hydriques entraînant cinq fois plus de migrations que les excès d'eau. Les migrations internes en réponse à la rareté de l'eau diffèrent systématiquement entre les milieux à faible revenu et ceux à revenu intermédiaire. Lorsque la pauvreté est extrême et que la migration est coûteuse, le déficit hydrique est plus susceptible d'acculer les gens que de les inciter à partir. Les chocs hydriques affectent non seulement le nombre de personnes qui se déplacent, mais aussi les compétences qu'elles apportent. Par exemple, les travailleurs qui quittent une région à cause d'un déficit hydrique ont tendance à être moins qualifiés. Les villes sont la destination de la plupart des migrants internes, mais même dans celles-ci, ils peuvent être confrontés aux pénuries d'eau. En fonction de l'ampleur du choc, la croissance d'une ville peut connaître un ralentissement pouvant atteindre jusqu'à 12% en cas de déficit hydrique, ce qui suffit à inverser des progrès cruciaux en matière de développement.

## BIBLIOGRAPHIE

- Ash, K., et N. Obradovich. « *Climatic Stress, Internal Migration, and Syrian Civil War Onset* ». *Journal of Conflict Resolution* 64 (1) : 3-31.
- Aw-Hassan, A., F. Rida, R. Telleria, et A. Bruggeman. 2014. « *The Impact of Food and Agricultural Policies on Groundwater Use in Syria* ». *Journal of Hydrology* 513 : 204-15.
- Bernaer, T., T. Böhmelt, H. Buhaug, N. P. Gleditsch, T. Tribaldos, E. B. Weibust, et G. Wischnath. 2012. « *Water-Related Intrastate Conflict and Cooperation (WARICC) : A New Event Dataset* ». *International Interactions : Empirical and Theoretical Research in International Relations* 38 (4) : 529-45.
- Daoudy, M. 2020. *The Origins of the Syrian Conflict: Climate Change and Human Security*. Cambridge : Cambridge University Press.
- De Châtel, F. 2014. « *The Role of Drought and Climate Change in the Syrian Uprising : Untangling the Triggers of the Revolution* ». *Middle Eastern Studies* 50 (4) : 521-35.
- De Stefano, L., P. Edwards, L. De Silva, et A. T. Wolf. 2010. « *Tracking Cooperation and Conflict in International Basins : Historic and Recent Trends* ». *Water Policy* 12 (6) : 871-884.
- Döring, S. 2020. « *From Bullets to Boreholes : A Disaggregated Analysis of Domestic Water Cooperation in Drought-Prone Regions* ». *Global Environmental Change* 65 : 102147.
- Fröhlich, C. J. 2016. « *Climate Migrants as Protestors? Dispelling Misconceptions about Global Environmental Change in Pre-revolutionary Syria* ». *Contemporary Levant* 1 (1) : 38-50.
- Gleick, P. H. 2019. « *Water as a Weapon and Casualty of Armed Conflict : A Review of Recent Water-Related Violence in Iraq, Syria, and Yemen* ». *Wiley Interdisciplinary Reviews : Water* 6 (4) : e1351.
- Haseeb, M. 2020. *Resources Scarcity and Cooperation* : Job Market Paper. [https://warwick.ac.uk/fac/soc/economics/staff/mhaseeb/jmp\\_haseeb.pdf](https://warwick.ac.uk/fac/soc/economics/staff/mhaseeb/jmp_haseeb.pdf).
- IDMC and NRC (Internal Displacement Monitoring Centre and Norwegian Refugee Council). 2020. *Global Report on Internal Displacement*. Geneva: IDMC. <https://www.internal-displacement.org/sites/default/files/publications/documents/2019-IDMC-GRID.pdf>.
- Kelley, C. P., S. Mohtadi, M. A. Cane, R. Seager, et Y. Kushnir. 2015. « *Climate Change in the Fertile Crescent and Implications of the Recent Syrian Drought.* » *Proceedings of the National Academy of Sciences* 112 (11) : 3241-46.
- Nie, Z., X. Yang, et Q. Tu. 2020. « *Resource Scarcity and Cooperation : Evidence from a Gravity Irrigation System in China* ». *World Development* 135 : 105035.
- Sadoff, C. W., E. Borgomeo, et D. De Waal. 2017. *Turbulent Waters : Pursuing Water Security in Fragile Contexts*. Washington, DC : Banque mondiale.
- Selby, J., O. S. Dahi, C. Fröhlich, et M. Hulme. 2017. « *Climate Change and the Syrian Civil War Revisited* ». *Political Geography* 60 : 232-44.
- Sowers, J. L., E. Weinthal, et N. Zawahri. 2017. « *Targeting Environmental Infrastructures, International Law, and Civilians in the New Middle Eastern Wars* ». *Security Dialogue* 48 (5) : 410-30.
- UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees). 2020. *Global Trends: Forced Displacement in 2019*. Geneva: UNHCR. <https://www.unhcr.org/5ee200e37.pdf>.
- Verner, D., ed. 2012. *Adaptation to a Changing Climate in the Arab Countries: A Case for Adaptation Governance and Leadership in Building Climate Resilience*. Washington, DC: World Bank.
- Wolf, A. 1998. « *Conflict and Cooperation along International Waterways* ». *Water Policy* 1 (2) : 251-65.
- World Bank. 2017a. *Beyond Scarcity : Water Security in the Middle East and North Africa*. Middle East and North Africa Development Report. Washington, DC : World Bank.
- World Bank. 2017c. *Cities of Refuge in the Middle East : Bringing an Urban Lens to the Forced Displacement Challenge*. Washington, DC : World Bank.
- World Bank. 2020. *The Fallout of War: The Regional Consequences of the Conflict in Syria*. Washington, DC : World Bank.



La région Moyen-Orient et Afrique du Nord englobe un grand nombre de problèmes liés à l'eau et à la mobilité humaine. C'est la région du monde où l'eau est la plus rare et c'est celle qui connaît des niveaux sans précédent de déplacements forcés. Le rapport intitulé « *Ebb and Flow: Volume 2 : Water in the Shadow of Conflict in the Middle East and North Africa* » (Flux et reflux: Volume 2. L'eau, dans l'ombre des conflits dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord) examine les liens entre les risques liés à l'eau (conséquences néfastes liées à l'eau comme les sécheresses, les inondations ou l'absence d'installations d'assainissement), les conflits et les déplacements forcés. Son but est de permettre de mieux cerner les vulnérabilités des personnes déplacées de force et de leurs communautés d'accueil, et de recenser les politiques relatives aux ressources en eau et les réponses en matière d'investissement. Contrairement à une croyance largement répandue, le rapport constate que le lien entre les risques liés à l'eau, les conflits et les déplacements forcés est complexe. Les risques liés à l'eau sont plus souvent associés à la coopération qu'aux conflits, tant au niveau national qu'international. Mais si le conflit n'est pas nécessairement une conséquence des risques liés à l'eau, l'inverse est un phénomène réel et préoccupant : les conflits exacerbent les risques liés à l'eau. Depuis 2011, on a recensé au moins 180 cas de ciblage intentionnel d'infrastructures hydrauliques dans les conflits à Gaza, en Libye, en Syrie, et au Yémen.

Les déplacés de force et leurs communautés d'accueil sont confrontés à une multitude de risques liés à l'eau. L'accès à l'eau potable est un combat quotidien pour des millions d'Iraqiens, de Libyens, de Palestiniens, de Syriens, de Yéménites déplacés de force et pour des migrants internationaux dans la région, ce qui accroît les risques pour la santé publique. Certes, des camions-citernes contribuent souvent à combler ce manque, mais d'importants problèmes de qualité, de fiabilité et de prix restent associés à l'eau. Les communautés d'accueil sont également confrontées à des baisses localisées de disponibilité et de qualité de l'eau, ainsi qu'à des charges imprévues sur les services d'eau après l'arrivée des déplacés. La réalité des déplacements forcés prolongés exige que l'on passe de l'aide humanitaire à une approche de développement pour la sécurité de l'eau, incluant une planification structurée mais flexible pour fournir des services d'approvisionnement en eau et préserver les ressources disponibles pour les déplacés et leurs communautés d'accueil.

SKU 33468

